



Protection des terres et des activités agricoles : quels outils de mobilisation à la portée des citoyen(ne)s ?

AVRIL 2024

Table des matières

| | |
|---|----|
| Notes au lecteur(trice) | 3 |
| À propos | 3 |
| Introduction | 4 |
| Avant de commencer | 6 |
| S'approprier les enjeux généraux de protection des terres et activités agricoles | 6 |
| Former un groupe de citoyen(ne)s engagé(e)s | 7 |
| S'informer davantage sur son enjeu local | 9 |
| Rédaction d'une lettre ouverte | 10 |
| Ce qu'est une lettre ouverte | 10 |
| Les objectifs d'une lettre ouverte | 10 |
| Les questions à se poser avant de rédiger une lettre ouverte | 10 |
| Quelques conseils de rédaction | 11 |
| Modèle proposé de lettre ouverte | 12 |
| Parler à son ou sa député(e) | 13 |
| Connaître son ou sa député(e) | 13 |
| Écrire à son ou sa député(e) | 14 |
| Rencontrer son ou sa député(e) | 15 |
| 1. Se préparer pour la rencontre: suivez les étapes décrites précédemment à la section «S'informer davantage sur son enjeu local» et «Connaître son/a député(e)». | 15 |
| 2. Structurer votre rencontre | 15 |
| Document à remettre à son/sa député(e) | 17 |

Contributions

RECHERCHE ET RÉDACTION

Lucile Goude, Conseillère en mobilisation, Équiterre

Carole-Anne Lapierre, agronome, Analyste, Agriculture et systèmes alimentaires, Équiterre

Marie-Eve Leclerc, Chargée de mobilisation, Équiterre

MISE EN PAGE

Lucile Goude, Conseillère en mobilisation, Équiterre

Notes au lecteur(trice)

Les activités d'accompagnement et de mobilisation de l'Alliance SaluTERRE auprès des citoyen(ne)s prennent place dans le contexte de la Consultation nationale sur le territoire et les activités agricoles. Les enjeux entourant la protection du territoire et des activités agricoles sont immenses. Une mobilisation citoyenne large sera fondamentale afin de faire progresser des solutions porteuses, pour le territoire et les activités agricoles, afin de protéger ce patrimoine collectif et soutenir ceux et celles qui, par leur travail, nous nourrissent.

À propos

L'Alliance SaluTERRE¹ est une coalition d'organisations membres issues des milieux agricole, environnemental et de l'aménagement, et soutenue par de nombreuses organisations du Québec œuvrant en agriculture, alimentation, aménagement, environnement et un mouvement de société en faveur de la protection des terres agricoles. Notre objectif est de concrétiser des changements à fort impact pour accroître la protection des terres et des activités agricoles en informant la population ainsi que les décideurs de tous les paliers.

La mission de l'Alliance SaluTERRE est de protéger les superficies de terres agricoles, d'améliorer la santé des sols agricoles et de la biodiversité en respect des écosystèmes, d'assurer leur accessibilité pour une relève agricole diversifiée et de préserver leur fonction nourricière, afin de permettre la vitalité des activités agricoles et une occupation pérenne du territoire au bénéfice des communautés.

¹ Pour visiter le site web: www.alliancesaluterre.ca

Introduction

Les terres agricoles sont des ressources précieuses et indispensables pour assurer notre sécurité alimentaire, notre économie et la santé de notre environnement. Pourtant, au Québec, cette ressource vitale est menacée. Malgré la vaste étendue de notre territoire, moins de 2 % de celui-ci est cultivable, et nous perdons chaque jour d'importantes superficies de terres agricoles au profit du développement industriel et de l'étalement urbain. Cette situation met en péril notre capacité à nourrir nos populations présentes et futures.

Le constat est alarmant : près de 61 000 hectares de terres agricoles ont disparu au cours des 25 dernières années. Chaque jour, l'équivalent de près de 45 patinoires de hockey de terres agricoles est perdu au profit de l'étalement urbain et du développement industriel. De plus, le prix des terres est dix fois plus élevé qu'il y a 25 ans, une hausse incontrôlée qui est un obstacle majeur pour la relève agricole qui n'a plus les moyens d'accéder aux terres. Cette réalité nous met face à un impératif urgent : agir maintenant pour protéger nos terres agricoles et soutenir les agriculteur(trice)s qui les cultivent.

En réponse à cette crise, Équiterre, la Fédération de la relève agricole du Québec (FRAQ), la Coopérative pour l'Agriculture de Proximité Écologique (CAPÉ), Protec-Terre et Vivre en Ville ont uni leurs forces en 2023 pour former l'[Alliance SaluTERRE](#). Cette alliance vise à sensibiliser et mobiliser la population et les décideur(se)s politiques autour de la protection des terres et activités agricoles.

Vous souhaitez vous mobiliser pour protéger nos terres agricoles ? Participez à notre campagne [#Chaqueterrecompte](#) ! En tant que citoyen(ne) vous avez la capacité d'agir et d'influencer les décisions politiques. L'Alliance SaluTERRE est là pour vous accompagner dans cette démarche. C'est pourquoi nous avons élaboré cette boîte à outils qui vous permettra de passer à l'action !

Vous trouverez des fiches pour :

- Former un groupe de citoyen(ne)s engagé(e)s
- [Écrire une lettre ouverte pour informer votre communauté des enjeux](#)
- [Parler à son ou sa député\(e\)](#) pour faire changer les politiques publiques (notre but ultime!)
- Un [modèle d'analyse FFOM](#) (forces, faiblesses, opportunités, menaces) pour évaluer la situation de votre enjeu
- Une [cartographie des parties prenantes](#) pour connaître les acteur(trice)s impliqué(e)s sur votre enjeu

En bonus, un [modèle de petit mot d'amour à remettre à un\(e\) agriculteur\(trice\)](#) pour démontrer votre solidarité envers ceux/celles qui cultivent la terre est disponible.

D'autres outils s'ajouteront dans les prochains mois afin de bonifier cette trousse de mobilisation. La campagne [#Chaqueterrecompte](#) déploiera également une campagne d'affichage et diverses actions auxquelles il vous sera possible de contribuer.

Ensemble, nous pouvons inverser cette tendance alarmante et œuvrer pour la préservation de notre précieux patrimoine agricole. Il est temps de passer à l'action pour protéger nos terres et assurer un avenir durable pour notre agriculture et nos communautés.

Si vous ne l'avez pas encore fait, [envoyez ce courriel pré-rédigé](#) au premier ministre, ainsi qu'aux ministres de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, et des Affaires municipales pour demander de mettre en place des solutions structurantes afin de mettre fin à l'érosion du territoire agricole.

Avant de commencer

Une première étape avant de se lancer est de s'informer!

S'appropriier les enjeux généraux de protection des terres et activités agricoles

Visionnez d'abord le [webinaire de l'Alliance SaluTERRE](#) qui vous explique les enjeux (90 min).

Ensuite, pour aller plus loin :

- Vous pouvez consulter la [Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles](#) (LPTAA) et plus généralement le site de la [Commission de protection du territoire agricole](#) (CPTAQ), leur [foire aux questions](#) vulgarise bien tout ce qui concerne la Loi et la Commission;
- Pour rappel, l'Alliance SaluTERRE et ses propositions prennent place dans le contexte de la Consultation nationale sur le territoire et les activités agricoles (CNTAA). Vous trouverez davantage de détails sur [ce site web](#). Une section regroupe l'[ensemble des mémoires déposés](#) et les [documents mis à disposition](#) par le Ministère de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation du Québec (MAPAQ) dans le cadre de la consultation sont des références utiles et riches en données.

QU'EST-CE QUE LA [CNTAA](#)?

- C'est une consultation qui s'inscrit dans le cadre de l'action spécifique 5.1., «Consulter sur la protection et la mise en valeur du territoire agricole», du Plan de mise en oeuvre 2023-2027 de la [Politique nationale de l'architecture et de l'aménagement du territoire](#) (PNAAT);
- Elle concerne plusieurs enjeux liés au territoire agricole, dont: la perte de superficies cultivées, l'accroissement de la valeur des terres et par conséquent, l'accès plus difficile aux terres pour la relève agricole;
- Cette démarche aborde 3 thématiques principales : Le territoire agricole (Fascicule 1); Les activités agricoles (Fascicule 2); La propriété foncière agricole et l'accès aux terres (Fascicule 3).

- Dans le cadre de cette consultation, l'Alliance SaluTERRE a déposé [son mémoire](#);
- Vous pouvez consulter la section FAQ de notre site web (à venir).

Former un groupe de citoyen(ne)s engagé(e)s

« Ne doutez jamais qu'un petit nombre de personnes conscientes et engagées puissent changer le monde. En fait, c'est toujours ainsi que le monde a changé ».

Cette phrase inspirante de Margaret Mead est toujours (et plus que jamais) d'actualité! Rappelez-vous les victoires récentes contre les pipelines Énergie Est ou GNL-Québec de Transcanada, ou contre Gastem et sa poursuite en justice du petit village de Ristigouche-Est. Derrière ces victoires se cachent des dizaines de groupes citoyens qui se sont mis ensemble pour affronter les géants. Tout a commencé par une simple rencontre citoyenne pour discuter de l'enjeu et déterminer des moyens de passer à l'action collectivement!

Votre regroupement de citoyen(ne)s n'a pas besoin d'être géant pour aller de l'avant ! Souvent, 2 à 3 personnes peuvent suffire. Selon l'évolution de vos actions et de vos enjeux, ce comité pourrait susciter de l'intérêt chez de nouvelles personnes et s'agrandir.

Étapes à suivre

1. Identifier une problématique concernant la protection des terres agricoles autour duquel vous souhaitez rassembler les gens et agir. Plus la problématique est près de vous, qu'elle touche les gens, plus c'est facile de se mobiliser.
2. Parlez de la problématique autour de vous. Rassemblez les bonnes personnes : agriculteur(trice)s, voisin(e)s, ami(e)s, connaissances, citoyen(ne)s du quartier, collègues de travail, etc. Vérifiez les journaux locaux pour voir si d'autres personnes sont déjà impliquées sur ce sujet.
3. Déterminez une date et un lieu de rencontre. Ce peut être une soirée à votre domicile, un pique-nique dans un parc, une rencontre dans un café. Ce n'est pas obligé d'être formel, l'important c'est de choisir un lieu qui est propice aux conversations.
4. Faites vos invitations : par courriel, lettre dans la boîte postale, affiches dans des lieux passants de votre quartier, invitation de vive voix, via un événement Facebook, etc.
5. Fixez le sujet de la discussion : « Protégeons nos terres agricoles », « mobilisation citoyenne pour la défense de nos terres agricoles » ou « contre le projet d'industrialisation sur nos terres agricoles ». Décidez à l'avance quels objectifs vous voulez atteindre à la fin de la rencontre (ex. dresser un portrait détaillé de l'enjeu et des solutions possibles, établir les acteur(trice)s de l'écosystème à contacter, informer sur le sujet, engager les participant(e)s dans une action, etc.).
6. Établissez au préalable un déroulement, les points à discuter :
 - Quelle est la vision à long terme de votre communauté (ex. concrétiser un environnement plus sain, soutenir les agriculteur(trice)s de votre territoire)
 - Précisez votre objectif à court terme (ex. « que le projet de construction d'une zone d'innovation en terres agricoles soit abandonné »)

- Quels moyens allez-vous mettre en oeuvre pour atteindre votre objectif : ex. rencontrer votre député(e), organiser une assemblée citoyenne, faire des affiches, lancer une pétition, unir vos forces avec un comité citoyen qui partage vos préoccupations, tenir un kiosque lors d'un événement, etc. La trousse que vous avez entre les mains est là pour vous aider!
 - Quels sont les outils et les talents à votre portée? Ex. : quelqu'un qui a une belle plume peut écrire une lettre au journal local, celle/celui qui a des talents en graphisme peut faire des flyers, un(e) autre peut faire des muffins pour un pique-nique citoyen, etc.
 - Déterminez un échancier et attribuez des tâches aux participant(e)s en fonction de leur disponibilités, intérêts, talents.
7. Lors de la rencontre, placez idéalement les chaises en cercle pour faciliter les échanges. Commencez par un tour de table, partagez vos préoccupations individuelles. Laissez les gens s'exprimer et accueillez toutes les idées et talents. Prenez des notes. N'oubliez pas de collecter les adresses courriels des participant(e)s. Finissez par demander un engagement de la part des gens (ex. prochaine étape, prochaine rencontre ou activité, etc.).
 8. Faites un suivi auprès des gens présents. Remerciez-les de leur présence et de leur temps. Envoyez les notes de la rencontre. Faites un rappel des engagements de chacun(e) et de la prochaine rencontre ou activité.
 9. Selon l'évolution de votre comité, informez régulièrement vos concitoyen(ne)s des avancées de votre groupe, de vos activités et actions (un petit mot dans leur boîte aux lettres, un article dans un journal local, la création d'un groupe Facebook), de même que votre député(e) et les médias.

Voilà, vous êtes parti(e)s, voyez grand!

Pour plus de soutien au développement de votre groupe citoyen, vous pouvez vous référer aux ressources du [Réseau Demain le Québec](#).

S'informer davantage sur son enjeu local

Avant d'envisager d'écrire une lettre ouverte ou de rencontrer votre député(e), il est essentiel d'en apprendre davantage sur le ou les enjeux locaux en lien avec la protection des terres et des activités agricoles. Vos actions à venir n'en seront que plus aisées et une compréhension du dossier vous donnera confiance lors de vos démarches.

Connaître les enjeux, les acteur(trice)s, les solutions proposées :

- Consulter les positions de l'UPA locale concernant l'enjeu.
- Suivre les articles de presse locaux relatifs à la question.
- [Consulter le site de la consultation pour accéder aux mémoires rassemblés sur le sujet.](#)
- Identifier d'autres groupes citoyens actifs dans votre localité, tant sur l'enjeu de la protection des terres agricoles que sur les enjeux d'agriculture de proximité/nourricière et les enjeux de conservation des milieux naturels/aménagement du territoire, qui sont intimement liés à la question des terres agricoles.
- Examiner l'ordre du jour du prochain conseil municipal ainsi que les procès-verbaux pour savoir si la municipalité aborde la problématique.
- Examiner les initiatives de la ville concernant l'agriculture et les politiques connexes.
- Vérifier si votre MRC ou municipalité a soumis un mémoire dans le cadre de la consultation nationale.
- Examiner l'ordre du jour du prochain conseil de votre MRC pour savoir si la MRC abordera la problématique.
- Consulter le plan de développement de la zone agricole (PDZA) de votre MRC pour connaître le portrait du territoire, le diagnostic territorial, la vision ainsi que le plan d'action de la MRC concernant la zone agricole.

Afin de bien cerner tous les aspects d'un enjeu local, il est judicieux de compléter votre enquête sur le fond (quels sont les enjeux, les documents existants, les solutions proposées par divers acteurs, etc.) par une analyse Forces/Faiblesses/Opportunités/Menaces (FFOM). L'analyse FFOM vous permettra de mieux vous situer en tant que citoyen(ne) ou groupe de citoyen(ne)s.

Analyse FFOM
(PDF)

La cartographie des parties prenantes, quant à elle, vous aidera à mieux comprendre l'écosystème d'acteurs dans lequel vous évoluez. Ces deux analyses sont complémentaires et vous permettront de dégager les meilleures stratégies pour susciter de l'engagement, créer des partenariats et/ou influencer certains acteurs.

Cartographie des parties
prenantes (PDF)

Rédaction d'une lettre ouverte

Ce qu'est une lettre ouverte

Une lettre ouverte aux journaux est un texte court (environ 600 mots) mettant en avant un message fort et revendicateur sur un enjeu désigné par l'auteur(trice). Dans le cadre de notre campagne #Chaqueterrecompte, votre texte devrait concerner l'enjeu de la protection des terres et des activités agricoles.

Votre lettre sera publiée dans la section «Opinion» de la presse écrite ou en ligne à grande audience (ex. La Presse, Le Devoir, Le Soleil, etc.) ou bien à plus petite échelle si vous vous adressez à un journal local ou de quartier (ex. Mon Joliette, La Revue - Terrebonne et Mascouche, etc.). Le choix du journal auquel vous souhaitez envoyer votre lettre dépendra du contenu que vous souhaitez aborder. Dans le cas où vous voudriez parler d'un enjeu propre à votre municipalité, il pourrait être plus intéressant de vous adresser à la presse locale.

Les objectifs d'une lettre ouverte

La lettre ouverte est un texte d'opinion, son objectif principal est d'ouvrir le débat ou de mettre sur la place publique un ou des enjeux importants auprès d'une large audience.

En ouvrant le débat, la lettre ouverte vise à interpeller les citoyen(ne)s ainsi qu'à influencer les décideur(euse)s politiques. Ces dernier(e)s sont attentif(ve)s aux lettres d'opinion publiées dans les journaux, ce qui en fait un outil précieux pour influencer leur prise de décision. Elle constitue également un moyen efficace de faire valoir publiquement votre opinion, de réagir à un article, de rectifier un fait ou de renseigner les lecteur(trice)s sur un enjeu méritant une attention particulière.

Les questions à se poser avant de rédiger une lettre ouverte

- Quels éléments ou enjeux concernant la protection des terres agricoles souhaitez-vous mettre en avant ? Quelles sont vos préoccupations, demandes, revendications, souhaits ?
- Qu'est-ce que vous apportez de nouveau au discours ambiant? Pour qu'un média publie votre lettre, il faut idéalement qu'elle apporte un élément nouveau, qu'elle se rattache à l'actualité.
- À qui souhaitez-vous vous adresser? La réponse à cette question vous permettra de cibler le média :
 - Pour un enjeu très local sur lequel vous souhaitez rejoindre les élu(e)s locaux ? ([Répertoire des médias locaux par CBC Radio-Canada](#))
 - Pour un enjeu qui dépasse le niveau local et mérite l'attention de la population du Québec ? (ex. Radio Canada, Le Devoir, La Presse, Les Coop de l'information)
 - Pour un enjeu qui veut rejoindre un lectorat bien particulier, alors vous pourriez envisager des médias spécialisés ? (ex. La Terre de chez nous dont le lectorat est spécifique au milieu agricole et agroalimentaire)
- Êtes-vous le ou la seul(e) signataire de cette lettre ? Souhaitez-vous écrire en votre nom ? en tant que groupe citoyen ? ou regroupement informel de citoyen(ne)s ?

- Prévoyez au minimum un délai d'une (1) semaine complète avant que votre lettre soit publiée. Idéalement, contactez le média en amont pour connaître la date de tombée et le nombre de mots acceptés. Chaque média a ses propres critères de parution.

Quelques conseils de rédaction

- Ayez une idée claire de ce que vous voulez dire et n'en dites pas trop. Faites-vous un plan de rédaction.
- Ne dépassez pas 600 mots. Les lettres ouvertes sont des textes concis, aérés et percutants.
- Adoptez un ton accessible au plus grand nombre et précis.
- Veillez à la qualité de votre rédaction, attention aux fautes, celles-ci pourraient décourager le journal de vous publier.
- Ne négligez pas la forme de la lettre, celle-ci doit permettre de mettre en valeur vos propos. Votre lettre devrait :
 - Trouver un titre accrocheur : c'est la première chose que l'on lit. Il faut donner envie d'en savoir plus.
 - Inclure un **chapeau** (ou chapô en jargon journalistique) : ce texte court d'introduction permet d'informer sur le sujet et précède le corps principal de la lettre. Deux à trois phrases suffisent.
 - Se restreindre de trois à six paragraphes pour le corps de la lettre: une idée principale par paragraphe et pensez à séparer les sections du texte par des intertitres.
 - Terminer votre lettre par une demande claire : l'objectif de votre lettre est de défendre votre point de vue, interpeller un(e) décideur(se) ou faire un appel à l'action citoyenne.
- Faites lire votre texte à une personne qui connaît peu votre sujet; et si la personne comprend bien, c'est bon signe. Vous saurez immédiatement si vous avez besoin d'apporter des précisions à vos idées.

Voici quelques exemples de lettres ouvertes (journaux locaux et provinciaux) à titre indicatif: sur l'[aménagement du territoire](#), sur la [protection des terres agricoles](#), sur les crises et le manque de soutien à l'agriculture, sur [la protection des terres agricoles et des milieux naturels face au développement industriel](#).

Vous pouvez utiliser le modèle de lettre proposé ci-dessous, l'adapter à votre réalité et à vos préoccupations!

Modèle proposé de lettre ouverte

Titre (ex. De terres nourricières à terrains de construction/Quand les terres nourricières cèdent la place aux chantiers de béton)

Chapeau (facultatif)

- Paragraphe accrocheur qui attire l'attention du lecteur(trice) en exposant le sujet de la protection des terres agricoles
- Le chapeau (ou chapô dans le jargon journalistique) doit être court (2 à 5 lignes), fidèle au contenu de la lettre, annoncer votre message principal/votre angle et donner au lecteur(trice) l'envie de continuer à lire le texte

1er et 2e paragraphes

- Identification du problème local : présentation de l'enjeu identifié (ex. développement immobilier sur des terres agricoles).

Intertitre

3e et 4e paragraphes

- Contextualisation dans la problématique générale : établissement du lien entre l'enjeu local et la problématique plus large de la protection des terres agricoles à l'échelle provinciale.

Intertitre

5e paragraphe et paragraphe final

- Présentation des conséquences : discussion sur les conséquences de la perte de terres agricoles pour la communauté locale et pour l'agriculture en général.
- Paragraphe de fin : appel à la mobilisation citoyenne ou à l'engagement d'un(e) élu(e)

Signataires :

Prénom, nom, et titre (si vous représentez une organisation/collectif)

Prénom, nom

Prénom, nom

[Cliquez ici pour accéder au modèle de lettre ouverte](#)

Parler à son ou sa député(e)

Les élu(e)s et partis politiques sont très sensibles à l'opinion des électeur(trice)s. On estime que pour chaque citoyen(ne) qui fait part de son opinion, c'est l'équivalent de celle de dizaines de personnes, voire de centaines de personnes.

Un **courriel ou une lettre écrite** sont des moyens faciles de faire connaître vos préoccupations, vos demandes. C'est également une excellente façon pour conserver une trace écrite de vos échanges. Vous pourrez ainsi relancer votre élu(e) sur ses engagements ou encore communiquer ceux-ci à de tiers partis, incluant les médias.

Appeler ou rencontrer un(e) élu(e) demande un peu plus de courage que les actions précédentes, parce que ça peut paraître intimidant. Dites-vous que c'est souvent tout aussi intimidant pour la personne qui est en face de vous car elle ne connaît probablement pas autant les enjeux dont vous souhaitez discuter.

De votre côté, vous avez toute la légitimité de faire valoir votre opinion dans un esprit constructif et cordial. En tant que citoyen(ne) vous possédez une expérience terrain conséquente, et vous êtes le/la mieux placé(e) pour savoir ce dont votre entourage et vous avez besoin.

Certes, c'est une action qui est plus exigeante, mais c'est aussi une action qui a beaucoup plus de poids! C'est une action rapide, personnalisée et efficace. Très peu de personnes vont oser parler de vive voix à leurs élu(e)s, mais ils et elles savent que vous représentez probablement l'opinion d'une majorité silencieuse. N'hésitez pas à vous entourer: un(e) partenaire, voisin(e), concitoyen(ne) peut vous appuyer dans votre démarche.

Une discussion de vive voix permet de tisser un lien privilégié avec vos élu(e)s, d'établir une confiance, de vous positionner en tant qu'expert(e) sur un sujet, ou tout simplement de vous identifier comme un(e) citoyen(ne) qui a à cœur sa collectivité.

Une fois la glace brisée et la relation établie, vous aurez certainement une écoute attentive.

Le rôle premier de tout élu(e) est d'être à l'écoute de ses électeur(trice)s. **La préparation et le déroulement d'un appel ou d'une rencontre (en personne ou virtuelle) est similaire.** C'est la durée et la profondeur de la discussion - et donc de la préparation en amont - qui les distinguent. Nous avons donc regroupé ces deux actions ensemble.

* À noter qu'un appel bref peut précéder une rencontre plus élaborée par la suite.

Connaître son ou sa député(e)

Si vous ne connaissez pas le ou la députée de votre circonscription provinciale, consultez le [site web Élections Québec](#). Il suffit d'entrer votre adresse et le site web vous indiquera le nom de votre député(e). Une fois que vous aurez son nom, vous pourrez trouver ses coordonnées sur le [site de l'Assemblée nationale](#).

Connaître la personne et ses intérêts, c'est avoir toutes les cartes en main pour tisser des liens avec elle et pour permettre d'atteindre plus facilement sa sensibilité par rapport à l'environnement, et plus particulièrement la protection des terres et activités agricoles.

- Apprenez à connaître votre député(e), faites quelques recherches (suivez sa page Facebook/Twitter, abonnez-vous à l'infolettre de son parti, etc.).
- Quelle était son occupation avant d'être député(e) ? Est-il ou est-elle engagé(e) auprès d'une association ? Quel est son parcours politique ?
- Quel est son parti politique ? Quelles sont les positions de son parti ?
- Quels sont ses thèmes de prédilection ou ses prises de position en lien avec l'enjeu dont vous voulez discuter ?
- Vos points communs : a-t-il ou a-t-elle des loisirs particuliers? Quelles sont ses valeurs? A-t-il ou a-t-elle des enfants? Quel est son lieu de résidence, de naissance, etc.? Même connaître son équipe de hockey préférée est un point en commun qui pourrait vous rallier (il/elle connaît la grandeur d'une patinoire de hockey! C'est facile d'imaginer 45 patinoires perdues / jour)!

Écrire à son ou sa député(e)

Pour initier le contact avec votre député(e), commencez par lui écrire (par lettre ou courriel). Gardez à l'esprit que les élu(e)s reçoivent un volume élevé de courriels et ont des emplois du temps chargés. Il est donc probable qu'un membre de leur équipe examine d'abord votre message avant de le transférer.

Afin que votre message parvienne à votre député(e) et attire son attention, il est crucial d'être concis dans vos propos, de formuler clairement vos revendications et de solliciter son aide. Ne vous contentez pas simplement de l'informer de votre problème, mais demandez activement son soutien et proposez des solutions pour l'inciter à agir.

Pour vous simplifier la tâche, nous vous avons créé un courriel/ une lettre modèle :

Bonjour Monsieur/Madame [Prénom et Nom], député(e) de la circonscription [nom de la circonscription]

Je vous adresse ce courriel (ou lettre) au nom du collectif citoyen [Nom du Groupe], dans le cadre d'un enjeu qui nous tient particulièrement à cœur et qui concerne la préservation des terres agricoles dans notre région.

Nous avons constaté avec une grande inquiétude que plusieurs parcelles de terres agricoles dans notre circonscription sont menacées par (ex. des projets de développement immobilier).

(Il est important de fournir ici une mise en contexte succincte, décrivant la situation actuelle et les enjeux associés à la protection des terres agricoles dans votre région.)

Face à cette situation critique, nous sollicitons votre intervention et votre soutien en tant que député(e) de notre circonscription. Nous pensons qu'il est impératif que le gouvernement reconnaisse l'importance des terres agricoles pour la préservation de notre environnement et de notre sécurité alimentaire, ainsi que le travail essentiel de nos agriculteur(trice)s.

Nous aimerions vous encourager à prendre position en faveur de mesures visant à protéger

ces précieuses ressources, notamment en soutenant [pistes de solutions identifiées dans le mémoire de l'Alliance SaluTERRE] ainsi qu'en soutenant le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, M. André Lamontagne dans le contexte des travaux de la Consultation nationale sur le territoire et les activités agricoles.

Nous croyons qu'il est primordial d'agir rapidement pour préserver nos terres agricoles et que votre leadership politique peut jouer un rôle crucial dans cette démarche. Nous vous proposons ainsi de nous rencontrer pour discuter plus en détail de cette problématique et d'explorer les différentes actions que nous pourrions entreprendre ensemble pour protéger nos terres agricoles.

Dans l'attente de votre réponse et de l'opportunité de collaborer avec vous, je vous prie d'agréer, Monsieur/Madame [Nom], l'expression de mes salutations distinguées.

Sincèrement,

[Nom du Groupe], représentant plus de [nombre de citoyen(ne)s du groupe] de [Votre Région] pour la protection des terres agricoles [Contact, Téléphone et Courriel]

Cliquez ici pour accéder au modèle de courriel

Vous n'êtes pas obligé(e) de solliciter une rencontre en personne. Dans ce cas, attachez le [mémoire de l'Alliance SaluTERRE](#).

Faites un suivi auprès du bureau de votre député(e) dans la semaine qui suit pour vous assurer que votre correspondance a bel et bien été reçue et demandez quand vous pouvez espérer une réponse.

Rencontrer son ou sa député(e)

Une rencontre avec vos député(e)s a encore plus de poids que toutes les autres actions. Idéalement, allez les rencontrer avec d'autres citoyen(ne)s de votre communauté qui partagent les mêmes préoccupations que vous.

Plusieurs étapes à suivre :

- Demandez une rencontre par écrit (lettre ou courriel) ou par téléphone ou bien tentez votre chance en vous présentant au bureau de circonscription du ou de la député(e). Si vous envoyez une lettre ou un courriel, vous aurez certainement à faire un appel de suivi.
- Les député(e)s ont un horaire chargé, soyez flexible et persévérant.

1. **Se préparer pour la rencontre:** suivez les étapes décrites précédemment à la section «S'informer davantage sur son enjeu local» et «Connaître son/a député(e)».

2. Structurer votre rencontre

- Faites une introduction : présentez qui vous êtes, quel groupe vous représentez (s'il y a lieu), quelles sont vos motivations, ce que vous attendez de votre député(e). Si vous êtes plusieurs, présentez chacune des personnes qui vous accompagnent.

- (Ré)expliquez l'objet de votre rencontre (déjà évoqué dans le courriel/la lettre). Décrivez la problématique et pourquoi c'est un enjeu dont il faut se préoccuper. Ne considérez pas que le/la député(e) connaît le sujet qui vous préoccupe, alors donnez des détails.
- Ensuite, exposez la solution que vous aimeriez voir se réaliser (si vous avez une solution à proposer). Votre objectif est de convaincre le/la député(e) de prendre un engagement. Expliquez l'importance de cet enjeu pour vous, pour votre communauté, pour le Québec, voire plus globalement, pour la sécurité alimentaire.
- Demandez au député(e) ce qu'il pense de cet enjeu, comment il/elle compte agir.
- Faites savoir que vous allez mobiliser votre communauté autour de cet enjeu. À ce moment, vous pouvez lui présenter et lui remettre le document ci-bas préparé par l'Alliance SaluTERRE, qui inclut un argumentaire ainsi qu'un résumé des solutions préconisées par l'Alliance
- Demandez au député(e) si il/elle peut prendre un engagement en faveur de l'enjeu qui vous préoccupe.
- Prenez des notes de la rencontre et des engagements pris par le/la député(e) s'il y a lieu.
- Avant de quitter, faites un bref résumé de la rencontre pour vous assurer d'avoir bien saisi ses engagements (ou ses raisons si absence d'engagement).
- Prévoyez avec le/la député(e) une date pour faire un suivi. Remerciez le/la de vous avoir accordé son temps et son écoute.
- Dernière étape : faites connaître les points discutés et les engagements pris (ou non) par votre député(e). Ce peut être publiquement (lettre envoyée aux médias, Facebook, Twitter) et racontez-nous comment s'est déroulée la rencontre en nous écrivant à info@alliancesalutterre.ca. N'oubliez pas de prendre une photo de la rencontre.

Si une rencontre avec votre député(e) ne s'avère pas possible, il est aussi possible de faire parvenir vos demandes à la fois par courriel et par la poste.

Document à remettre à son/sa député(e)

Bonjour Monsieur/Madame [Prénom et Nom], député(e) de la circonscription [nom de la circonscription]

Je vous adresse cette lettre au nom du collectif citoyen [Nom du Groupe], dans le cadre d'un enjeu qui nous tient particulièrement à cœur et qui concerne la préservation des terres agricoles dans notre région.

Nous avons constaté avec une grande inquiétude que plusieurs parcelles de terres agricoles dans notre circonscription sont menacées par [menace identifiée : ex. projet immobilier, développement industriel, manque de relève agricole].

(Il est important de fournir ici une mise en contexte succincte, décrivant la situation actuelle et les enjeux associés à la protection des terres agricoles dans votre région. Vous pouvez par la suite rattacher ces enjeux locaux au contexte des enjeux plus larges au Québec entourant la protection des terres et des activités agricoles)

Face à cette situation critique, nous sollicitons votre intervention et votre soutien en tant que député(e) de notre circonscription. Nous pensons qu'il est impératif que le gouvernement reconnaisse l'importance des terres agricoles pour la préservation de notre environnement ainsi que le travail essentiel de nos agriculteur(trice)s.

Nous aimerions vous encourager à prendre position en faveur de mesures visant à protéger ces précieuses ressources, voici plusieurs de nos recommandations :

- [pistes de solutions identifiées dans le [mémoire de l'Alliance SaluTERRE](#), à sélectionner selon les enjeux présents localement et qu'on souhaite mettre en lumière]

Nous souhaiterions également que vous apportiez votre soutien au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, André Lamontagne, qui aura dans les prochains mois à prendre des décisions audacieuses dans le cadre de la Consultation nationale sur le territoire et les activités agricoles.

Nous croyons fermement qu'il est primordial d'agir rapidement pour préserver nos terres agricoles et que votre leadership politique peut jouer un rôle crucial dans cette démarche.

Sincèrement,

[Nom du Groupe], représentant plus de [nombre de citoyen(ne)s du groupe] de [Votre Région] pour la protection des terres agricoles [Contact, Téléphone et Courriel]

Cliquez ici pour le modèle
à télécharger

Merci!



Alliance
SaluTERRE